



Cacaoyère agroforestière  
© Dominique Louppe, 2013

## Découpler déforestation et développement de l'agriculture commerciale : croiser approches territoriales et filières zéro déforestation

Émilien Dubiez, Alain Karsenty, Hélène Dessard & Laurent Gazull  
Octobre 2016

*L'Afrique Centrale est une région au très fort potentiel de développement agricole. La volonté d'émergence économique des pays de la sous-région, la disponibilité en terres arables et les cours favorables des commodités produites par les cultures pérennes sur le marché mondial, rendent inexorable un développement des cultures commerciales. Ce développement, porté à la fois par des firmes agro-industrielles et par des centaines de milliers de petits producteurs, en Afrique centrale constitue un risque important de déforestation et d'artificialisation des milieux naturels dans un futur proche.*

*Maîtriser efficacement ce développement agricole, dans une double perspective de développement économique et de limitation de la déforestation, nécessitera la mise en place de politiques publiques adaptées, d'accompagner les secteurs public et privés et de promouvoir l'adoption de pratiques culturelles alternatives découplant déforestation et production.*

L'Afrique Centrale est une région au très fort potentiel de développement agricole. Elle recèle 40% des terres arables non cultivées, hors aires protégées, à faible densité de population, qui conviennent à l'agriculture en Afrique Subsaharienne. Ces espaces productifs sont de plus en plus convoités pour le développement de filières de production de cultures commerciales : Palmier à huile, cacao, manioc, hévéa, maïs, etc. Ce développement suscite de nombreuses craintes en termes d'impacts sociaux et environnementaux.

En effet, l'Afrique Centrale est une des régions du monde où la surface forestière par habitant est la plus importante et où la déforestation a augmenté au cours des dernières années. Le taux de déforestation brut entre 2004-2014 a été de 0,36% par an<sup>1</sup> soit une superficie totale de 6 885 000 ha. La RDC totalise, à elle seule, 85% des pertes de superficies forestières sur cette période (Fig.1).

Aujourd'hui, les principales causes de déforestation sont liées à l'expansion de l'agriculture itinérante sur brûlis et à l'utilisation du bois-énergie comme principale source énergétique pour la cuisson des aliments. Les zones de déforestation sont ainsi localisées principalement en périphérie des centres urbains et le long des axes de transports (rivières, fleuves, routes), zones de concentration de la population.

Demain, la volonté d'émergence économique des pays de la sous-région, les fortes potentialités en terres arables et les cours favorables des commodités produites par les cultures pérennes sur le marché mondial, rendent inexorable un développement des cultures commerciales et une progression des modèles agro-industriels.

<sup>1</sup> Taux de déforestation brut entre 2004 et 2014 calculé sur un taux de couverture forestière de 75% correspondant à des forêts denses (Source : Global Forest Watch, 2016).

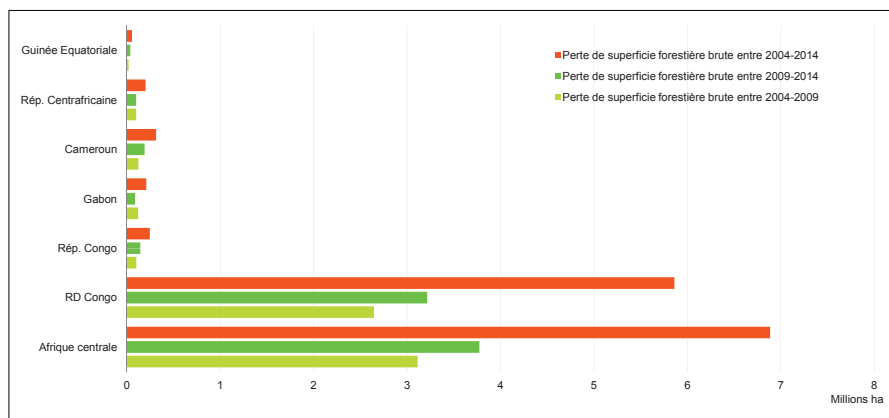


Figure 1 : Perte de superficie forestière en millions d'hectares entre 2004 et 2014 (Global Forest Watch, 2016)

Depuis une décennie, des entreprises, à la recherche de terres pour de l'agriculture commerciale à grande échelle, investissent en Afrique centrale (Feintrenie, 2014). Les surfaces des concessions agricoles obtenues ont doublé voire triplé dans certains pays depuis 1990 (Fig.2).

Cependant, le développement des cultures pérennes de rentes n'est pas seulement le fait des firmes agro-industrielles. De nombreux petits producteurs à la recherche de revenus développent des plantations et profitent du déploiement de filières commerciales au sein des territoires. Au niveau mondial, 95% de la production de cacao, 80% de celle d'hévéa et 40% de celle d'huile de palme proviennent des petits agriculteurs (Sourisseau, 2014).

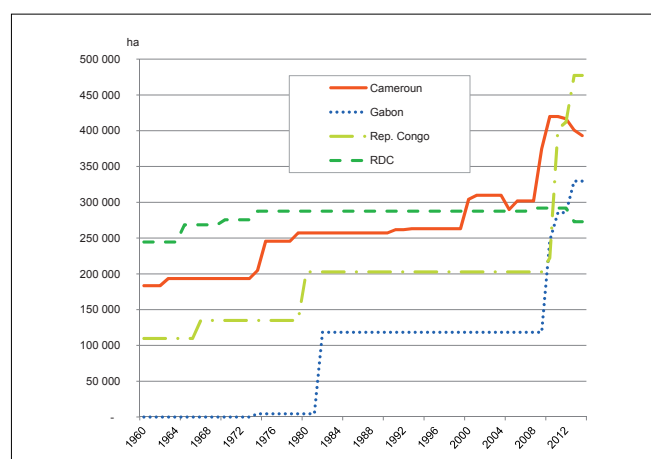


Figure 2 : Évolution des superficies attribuées à des concessions agricoles (Feintrenie, 2014)

Maitriser le développement de l'agriculture commerciale ainsi que son impact sur les écosystèmes forestiers demande des stratégies adaptées et différenciées ciblant non seulement les plantations industrielles mais aussi les différentes formes d'agriculture paysannes. Il ne peut donc y avoir de stratégie unique. L'aménagement de l'espace et l'approfondissement de l'état de droit sont essentiels pour limiter la fragmentation des massifs forestiers. Les incitations, la sécurité foncière et l'appui public et privé à

l'adoption de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement sont nécessaires pour les petits producteurs.

### Prévenir la conversion des terres

Les pays devraient décider quelles sont les terres sur lesquelles les usages forestiers doivent rester dominants et prendre les mesures nécessaires pour qu'un statut légal protège ces espaces d'un changement permanent d'usage. Selon les cadres légaux des différents pays, il peut s'agir de classement, d'immatriculation ou d'enregistrement des forêts ou des terres boisées. Ces processus doivent respecter les principes internationaux d'information préalable et de libre consentement des populations concernées. Ces espaces constitueront un patrimoine forestier permanent au sein duquel la propriété peut être publique, privée ou communautaire.

Seul le Cameroun a défini clairement, dans son code forestier, l'affectation à la forêt des terres constituant son domaine forestier permanent (forêts domaniales correspondant au domaine privé de l'État et forêts communales correspondant aux forêts privées de la commune) et la possibilité d'affecter les terres de son domaine forestier non permanent (forêts du domaine national, forêts communautaires et forêts des particuliers) à des utilisations autres que forestières.

Dans la sous-région, les espaces forestiers affectés couvrant les superficies les plus importantes sont les aires protégées (environ 40 millions d'ha) et les concessions forestières (environ 50 millions d'ha). Dans les pays autres que le Cameroun, ces superficies n'ont pas toutes fait l'objet de classement ou d'enregistrement leur conférant un statut juridique solide. Seules les aires protégées, du fait de leur objectif général de protection et de préservation ont été classées et sont ainsi à l'abri de décisions administratives de changement d'usage des terres (Fig.3).

Les concessions forestières, n'ayant pas fait l'objet de procédures juridiques comparables, sont susceptibles d'être converties à d'autres usages. À titre d'exemple, les aires protégées de la RDC représentent 13% des espaces forestiers. Les 87% restants, sont susceptibles d'être convertis.

L'engagement des États, de la sous-région, dans la relance des politiques d'aménagement du territoire devrait être saisi comme une opportunité pour clarifier le statut légal des terres forestières et pour définir des politiques publiques découplant la déforestation de la production des biens et services essentiels au bien-être d'une population croissante.

## Orienter les opérations des grands opérateurs agro-industriels

Dans une logique de rentabilité immédiate et dans un contexte d'instabilité politique et économique, les grands opérateurs agro-industriels sont tentés de s'implanter dans les zones forestières pour i) limiter les risques de conflits sociaux du fait des plus faibles densités de population et ii) développer des pratiques agricoles peu coûteuses techniquement du fait de sols supposés plus fertiles.

Les autorités publiques ont un rôle important à jouer dans les orientations de ces grandes entreprises tant en termes de localisation géographique que de normes sociales et environnementales.

Dans les pays de la sous-région, les grands opérateurs agro-industriels négocient l'obtention de concessions auprès des gouvernements. Suite à la négociation, des enquêtes publiques sont conduites et validées publiquement et des études d'impacts environnementales sont réalisées. Ces deux démarches peuvent conduire à redéfinir la

délimitation des concessions avant l'obtention du droit de plantation.

Sur le plan de la localisation, les attributions de concessions agro-industrielles devraient prendre place uniquement sur le domaine privé de l'État légalement constitué (par l'immatriculation ou une procédure similaire). Les autorités publiques devraient orienter le développement des zones d'investissements agricoles en cohérence avec leur plan d'affectation des terres lorsque ce dernier est établi. De plus, les enquêtes publiques, sur les droits fonciers des populations locales, devraient être menées dans le respect des principes internationaux de gouvernance du foncier<sup>2</sup>, notamment celui du Consentement Libre, Informé et Préalable (CLIP).

Le renforcement de l'État de droit est également nécessaire. Les cas de SG SOC et de Sud-Cameroun Hévéa au Cameroun, ont mis en lumière certaines défaillances dans le respect des réglementations en vigueur.

Sur le plan des normes sociales et environnementales, depuis 2004, sous la pression des organisations de défense de l'environnement, certaines firmes agro-industrielles se sont engagées dans des processus de certification (Round Table for Sustainable Palm Oil) puis à partir de 2010, dans une démarche «zéro déforestation».

Les autorités publiques pourraient encadrer ces engagements volontaires. La transparence du processus d'attribution est essentielle. Le passage par des appels d'offres concurrentiels pour l'attribution de concessions agricoles préétablies constituerait une amélioration importante de la gouvernance, à l'instar du mécanisme en vigueur au Cameroun pour les Unités Forestières d'Aménagement. Les engagements de certification et/ou « zéro déforestation » des firmes agro-industrielles pourraient constituer un des critères de l'évaluation technique des offres.

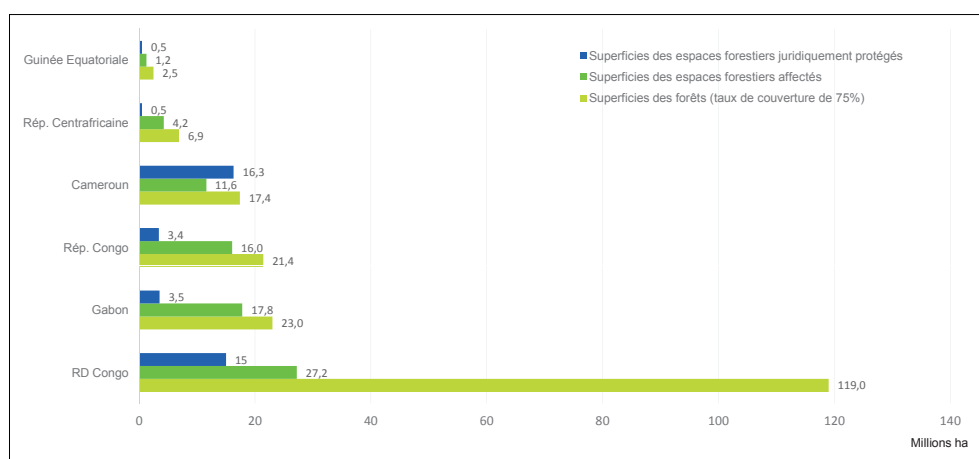


Figure 3 : Superficies en millions d'ha des forêts à un taux de couverture de 75%, des espaces forestiers affectés (concessions forestières, aires protégées, forêts communautaires, forêts des collectivités territoriales) et des espaces forestiers juridiquement protégés

<sup>2</sup> Notamment les Directives volontaires de la FAO sur la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale : [http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1112/VG/VG\\_Final\\_FR\\_May\\_2012.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1112/VG/VG_Final_FR_May_2012.pdf)



Un observateur indépendant pourrait garantir la transparence et l'équité du processus d'attribution, et ses rapports consignants l'engagement environnemental et social des firmes seraient disponibles pour le suivi que la société civile serait amenée à faire. Ces engagements pourraient ainsi être transcrits dans les cahiers des charges des concessionnaires et acquerront ainsi force de loi. Le mécanisme d'adjudication publique devrait devenir la règle pour les concessions agro-industrielles.

## Inciter les petits producteurs à adopter des pratiques culturelles respectueuses de l'environnement

Dans les zones forestières, l'agriculture paysanne, de subsistance ou de rente, se développe, le plus souvent, au détriment de la forêt. L'expansion agricole sur les terres forestières est un moyen d'acquisition foncière et d'augmentation, à court terme, de la production et les revenus à moindre coût pour les producteurs.

Dans des territoires où les pressions démographiques sont de plus en plus importantes, les agriculteurs défrichent de nouveaux espaces forestiers pour constituer un patrimoine foncier à transmettre ou à commercialiser.

L'amélioration des pratiques culturelles suivant les principes de l'agroforesterie ou de l'agro-écologie devrait augmenter ou maintenir, à minima, les productivités des cultures en intensifiant écologiquement les systèmes de production tout en limitant les pressions sur les écosystèmes forestiers. À titre d'exemple, les cacaoyères agroforestières concilient des productions durables tout en limitant les impacts environnementaux (Jagoret *et al.*, 2014).

En l'absence de contrainte foncière, les producteurs n'adapteront pas de nouvelles pratiques spontanément et des mécanismes d'incitation accompagnant les producteurs à modifier leurs pratiques culturelles et à conserver des espaces forestiers sont nécessaires. Les firmes agro-industrielles, qui vont contractualiser des producteurs, devront accompagner et participer au financement du changement des pratiques culturelles de ces derniers afin de s'assurer qu'ils suivent des pratiques correspondant à leurs engagements « zéro déforestation ». L'identification, la clarification et l'enregistrement des droits fonciers traditionnels d'une communauté devront également contribuer à améliorer la traçabilité des produits tout au long de la chaîne de valeurs et de s'assurer du



Production artisanale d'huile de palme  
© Pierre Procès, 2009

respect des engagements des producteurs et des communautés.

Des financements complémentaires (publics) et des instruments de l'action publique devront être mobilisés et déployés en complémentarité. Les paiements pour services environnementaux (PSE) pourraient constituer des instruments permettant de découpler développement agricole et déforestation. Les PSE d'investissement inciteraient les petits producteurs à adopter de nouvelles pratiques diminuant l'impact environnemental et les PSE collectifs permettraient de rémunérer les communautés à conserver ou à restaurer des écosystèmes forestiers au sein des espaces sur lesquels elles disposent de droits traditionnels (Karsenty, 2015).

De plus, orienter le développement d'une partie de l'agriculture commerciale en zone de savane, comme le prévoit le processus REDD+ en RD Congo et Rép. Congo, pourrait contribuer à limiter les pressions sur les écosystèmes forestiers.

## Références

- Feintrenie L., 2014. Agro-industrial plantations in Central Africa, risks and opportunities. *Biodiversity and conservation*, 23(6), 1577-1589.
- Jagoret P., Deheuvels O., Bastide P., 2014. Production durable de Cacao. S'inspirer de l'agroforesterie. Cirad, *Perspective* 27.
- Karsenty A., 2015. Grandes entreprises agroalimentaires, PSE et lutte contre la déforestation. Mettre les PSE au service de l'agriculture « zéro déforestation ». Cirad, *Perspective* 36.
- Sourisseau J.M., 2014. *Agricultures familiales et mondes à venir*. Editions Quae.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons CC-BY-NC-SA 4.0 : Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions - 4.0 International <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/deed.fr>

Conception graphique : Adélaïde Larzillière

